



02/10/2017 à 12H00
SERVICES PUBLICS CFE-CGC
15/17 rue BECCARIA
75012 Paris
01.44.70.65.90

COMMUNIQUE DE PRESSE

DIALOGUE SOCIAL OU LE GRAND SIMULACRE

Lors de la dernière campagne présidentielle, le candidat MACRON déclarait à l'attention des agents de la fonction publique : "j'augmenterai votre pouvoir d'achat comme celui des salariés des entreprises".

Une promesse de campagne sans la moindre équivoque!

Pourtant, l'absorption de la fonction publique au sein du ministère de l'action et des comptes publics représentant un premier signe négatif à l'endroit des agents a été rapidement suivie d'une cascade d'annonces plus péjoratives les unes que les autres au seul prétexte de la réduction massive des budgets publics.

Qu'il s'agisse du gel du point d'indice, du rétablissement du jour de carence, de la hausse de la CSG ou des cotisations retraite, de la suppression annoncée de 120 000 postes, de la réforme des retraites, de la baisse du montant des aides au logement, de la remise en cause du calendrier PPCR, de l'amputation inédite du budget de l'action sociale ou encore des menaces qui pèsent sur le statut, nous comptabilisons là un catalogue de réformes qui portent une atteinte sans précédent aux agents de la fonction publique et à leur pouvoir d'achat.

Un funeste constat qui ne s'arrête pourtant pas là !

Non content d'imposer aux fonctionnaires une charge inédite de réformes pénalisantes, le gouvernement s'emploie par ailleurs à redéfinir les conditions d'exercice du dialogue social.

Une définition du dialogue social en somme "revisitée" où les décisions engageant pourtant l'avenir des métiers des trois versants de la fonction publique et des agents qui la composent seraient prises par le seul employeur public, au mépris des temps de concertation et de négociation dus aux représentants des personnels.

La fédération des services publics CFE CGC dénonce avec force cette posture d'un autre âge, à la fois fallacieuse et contre-productive pour le service public.

Les décisions qui impactent l'avenir de la fonction publique, et a fortiori, la détermination collective des conditions de vie et de travail des agents et de leur famille, relèvent du dialogue social.

Il s'agit là d'un droit garanti par la constitution et les agents publics ne sont pas des sous citoyens.

La fédération des services publics CFE CGC appelle par conséquent le gouvernement à revoir sa copie sans délai.

Nous rappelons que les agents publics exercent quotidiennement leurs missions avec ferveur et professionnalisme en dépit de conditions de travail particulièrement difficiles.

Face au déluge des récentes mesures gouvernementales, souvent stigmatisantes à leur encontre, ils sont aujourd'hui inquiets et amers.

Le 10 octobre prochain, l'ensemble des fédérations de fonctionnaires sera mobilisé. Un appel unitaire à la grève a été lancé. Des manifestations et des rassemblements auront lieu partout dans notre pays.

La fédération de services publics CFE CGC sera présente, aux côtés des agents, pour défendre à la fois leur pouvoir d'achat, les métiers de la fonction publique et l'avenir du service public français.

Contact presse :

Nathalie MAKARSKI

Présidente Services Publics CFE-CGC

01.44.70.65.90

presidente@cfecgcfp.org



Paris, le 29 septembre 2017

Monsieur le Premier Ministre,

Depuis l'arrivée du nouveau gouvernement, les mesures négatives s'accumulent pour les agent.e.s de la Fonction publique : gel de la valeur du point d'indice, rétablissement de la journée de carence, perspective de 120.000 suppressions d'emplois sur les 3 versants de la Fonction publique, hausse de la CSG, pour ne citer que quelques exemples.

Ainsi, toutes ces mesures vont impacter fortement et négativement le pouvoir d'achat de plus de 5,4 millions d'agent.e.s public.que.s et fragilisent les services publics rendus aux usagers. C'est inacceptable.

C'est totalement injuste pour les agent.e.s, et c'est totalement inefficace pour une Fonction publique de moins en moins attractive dans de nombreux secteurs. Ces mesures ne contribuent en rien à l'amélioration de la qualité des services publics, services publics au sujet desquels nos organisations syndicales rappellent leur demande d'un débat de fond sur ses missions, s'appuyant sur le bilan des réformes déjà engagées. Enfin, nos organisations rappellent leur attachement au Code des pensions civiles et militaires et seront très vigilantes sur la future réforme des retraites annoncée pour l'ensemble des agent.e.s public.que.s.

C'est pour faire entendre ces profonds désaccords que les organisations syndicales signataires appellent toutes et tous les agent.e.s à la grève, aux manifestations ou rassemblements (selon des modalités définies par les différents secteurs) pour se mobiliser le MARDI 10 OCTOBRE PROCHAIN et déposent en conséquence un préavis de grève pour cette journée. Ce préavis couvre l'ensemble des personnels, tous statuts confondus, relevant du champ de syndicalisation de nos 9 organisations syndicales.

**Monsieur Édouard PHILIPPE
Premier ministre
Hôtel de Matignon
57 rue de Varenne
75007 PARIS**

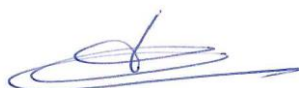
Nous restons bien entendu disponibles pour l'ouverture d'une véritable négociation salariale qui aboutisse à une réelle reconnaissance du travail, des missions et de l'engagement professionnel des agent.e.s, par une augmentation du pouvoir d'achat et la revalorisation des carrières, le non rétablissement de la journée de carence et les moyens nécessaires pour permettre aux agent.e.s d'exercer leurs missions de services publics dans le cadre de ce préavis.

Soyez assuré, Monsieur le Premier Ministre, de notre respectueuse considération.

Mylène JACQUOT
*Secrétaire Générale de
l'UFFA-CFDT*



Nathalie MAKARSKI
*Présidente de la Fédération des
Fonctions Publiques CFE-CGC*



Denis LEFEBVRE
Président de la CFTC-FAE



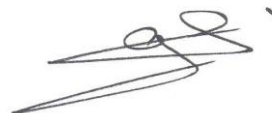
Jean-Marc CANON
*Secrétaire Général de
l'UGFF-CGT*



Bruno COLLIGNON
Président de la FA-FP



Christian GROLIER
*Secrétaire Général de
l'UIAFP-FO*



Bernadette GROISON
*Secrétaire Générale
de la FSU*



Luc FARRE
*Secrétaire Général de
l'UNSA Fonction Publique*



Denis TURBET-DELOF
*Délégué National Solidaires
Fonction Publique*

